

CHAPITRE II

ACCÈS ET INTERCONNEXION

Article ~~55~~59

Pouvoirs et responsabilités des autorités ~~réglementaires~~ ☒ de régulation ☒ nationales en ce qui concerne l'accès et l'interconnexion

↓ 2009/140/CE Art. 2.3(a)
(adapté)
⇒ nouveau

1. Pour réaliser les objectifs exposés à l'article 3 ~~8 de la directive 2002/21/CE (directive «cadre»)~~, les autorités ~~réglementaires~~ ☒ de régulation ☒ nationales encouragent et, le cas échéant, assurent, conformément aux dispositions de la présente directive, un accès et une interconnexion adéquats, ainsi que l'interopérabilité des services et elles s'acquittent de leur tâche de façon à promouvoir l'efficacité économique, à favoriser une concurrence durable, ⇒ et le déploiement de réseaux à très haute capacité, ⇐ à encourager des investissements ~~efficaces~~ ☒ efficaces ☒ et l'innovation et à procurer un avantage maximal à l'utilisateur final. ⇒ Elles fournissent des orientations et rendent publiques les procédures applicables pour l'obtention de l'accès et de l'interconnexion, afin que les petites et moyennes entreprises et les opérateurs actifs dans une zone géographique limitée puissent bénéficier des obligations imposées. ⇐

↓ 2002/19/CE (adapté)
⇒ nouveau

En particulier, sans préjudice des mesures qui pourraient être prises à l'égard d'entreprises ~~disposant d'une puissance significative~~ ☒ puissantes ☒ sur le marché conformément à l'article ~~8~~66, les autorités ~~réglementaires~~ ☒ de régulation ☒ nationales doivent être en mesure d'imposer:

a) dans la mesure de ce qui est nécessaire pour assurer la connectivité de bout en bout, des obligations aux entreprises ⇒ qui sont soumises à une autorisation générale ⇐ ☒ et ☒ qui contrôlent l'accès aux utilisateurs ~~finaux~~ finaux, y compris, dans les cas le justifiant, l'obligation d'assurer l'interconnexion de leurs réseaux là où elle n'est pas encore réalisée;

↓ 2009/140/CE Art. 2.3(a)
amended by Corrigendum, OJ L
241, 10.9.2013, p. 8
⇒ nouveau

~~a. ter~~ b) dans des cas justifiés et dans la mesure de ce qui est nécessaire, des obligations aux entreprises ⇒ qui sont soumises à une autorisation générale et ⇐ qui contrôlent l'accès aux utilisateurs ~~finaux~~ finaux pour rendre leurs services interopérables;

↓ nouveau

c) dans des cas justifiés, des obligations aux fournisseurs de services de communications interpersonnelles non fondés sur la numérotation pour qu'ils rendent leurs services interopérables, à savoir lorsque l'accès aux services d'urgence ou la connectivité de bout en bout entre utilisateurs finaux est compromise en raison d'un manque d'interopérabilité entre services de communications interpersonnelles;

↓ 2002/19/CE

bd) aux opérateurs, dans la mesure de ce qui est nécessaire pour assurer l'accès des utilisateurs ~~finaux~~ à des services de transmissions radiophoniques et télévisées numériques spécifiés par l'État membre, l'obligation de fournir l'accès aux autres ressources visées à l'annexe II, partie II, dans des conditions équitables, raisonnables et non discriminatoires.

↓ nouveau

Les obligations visées au deuxième alinéa, point c), peuvent uniquement être imposées:

i) dans la mesure nécessaire pour assurer l'interopérabilité des services de communications interpersonnelles, et peuvent comprendre des obligations liées à l'utilisation et à la mise en œuvre de normes ou spécifications visées à l'article 39, paragraphe 1 ou de toutes autres normes européennes ou internationales pertinentes; et

ii) dans les cas où la Commission, sur la base d'un rapport demandé à l'ORECE, a constaté l'existence d'un risque majeur pour l'accès effectif aux services d'urgence ou pour la connectivité de bout en bout entre utilisateurs finaux dans un ou plusieurs États membres ou dans l'ensemble de l'Union européenne, et a adopté des mesures d'exécution précisant la nature et la portée des obligations susceptibles d'être imposées, conformément à la procédure d'examen visée à l'article 110, paragraphe 4.

↓ nouveau

2. Les autorités de régulation nationales imposent, sur demande raisonnable, l'obligation d'accorder l'accès au câblage à l'intérieur des bâtiments ou jusqu'au premier point de concentration ou de distribution si ce point est situé à l'extérieur du bâtiment, aux propriétaires dudit câblage ou aux entreprises qui ont le droit de l'utiliser, lorsque cela est justifié par le fait que la duplication de ces éléments de réseau serait économiquement inefficace ou physiquement irréalisable. Les conditions d'accès imposées peuvent inclure des règles spécifiques en matière d'accès, de transparence et de non-discrimination ainsi qu'en vue de répartir les coûts de l'accès, lesquels sont adaptés le cas échéant pour tenir compte des facteurs de risque.

Les autorités de régulation nationales peuvent étendre à ces propriétaires ou entreprises l'imposition de telles obligations d'accès, à des conditions équitables et raisonnables, au-delà du premier point de concentration ou de distribution jusqu'à un point de concentration aussi proche que possible des utilisateurs finaux, dans la mesure strictement nécessaire pour pallier des obstacles économiques ou physiques insurmontables à une duplication des éléments de réseau concernés dans des zones à faible densité de population.

Les autorités de régulation nationales n'imposent pas d'obligations en vertu du deuxième alinéa lorsque:

a) un moyen alternatif d'accès aux utilisateurs finaux viable et comparable est mis à la disposition de toute entreprise, à condition que l'accès à un réseau à très haute capacité soit offert à des conditions équitables et raisonnables par une entreprise satisfaisant aux critères énoncés à l'article 77, points a) et b); et

b) dans le cas d'éléments de réseau déployés récemment, notamment dans le cadre de projets locaux de moindre envergure, l'octroi de cet accès compromettrait la viabilité économique ou financière de leur déploiement.

3. Les États membres veillent à ce que les autorités de régulation nationales aient le pouvoir d'imposer aux entreprises qui fournissent ou sont autorisées à fournir des réseaux de communications électroniques des obligations en rapport avec le partage d'infrastructures passives ou actives, des obligations de conclure des accords d'accès par itinérance localisée, ou le déploiement conjoint d'infrastructures directement nécessaires à la fourniture locale de services fondés sur l'utilisation du spectre, conformément au droit de l'Union, lorsque cela est justifié par le fait que:

a) la duplication de ces infrastructures serait économiquement inefficace ou physiquement irréalisable, et

b) la connectivité dans cette zone, y compris le long de ses principaux axes de transport, serait gravement déficiente, ou la population locale serait soumise à de graves restrictions quant au choix et/ou à la qualité de service.

Les autorités de régulation nationales prennent en considération les éléments suivants:

a) la nécessité de maximiser la connectivité dans l'ensemble de l'Union et sur des territoires spécifiques;

b) l'utilisation efficiente du spectre radioélectrique;

c) la faisabilité technique du partage et les conditions associées;

d) la situation de la concurrence fondée sur les infrastructures ainsi que de la concurrence fondée sur les services;

e) la possibilité d'augmenter de manière significative le choix et la qualité de service pour les utilisateurs finaux;

f) l'innovation technologique;

g) la nécessité impérieuse de renforcer l'incitation de l'opérateur hôte à déployer l'infrastructure avant toute chose.

Ces obligations en matière de partage, d'accès ou de coordination font l'objet d'accords conclus sur la base de conditions équitables et raisonnables. Dans le cadre du règlement d'un litige, les autorités de régulation nationales peuvent notamment imposer au bénéficiaire de l'obligation de partage ou d'accès, l'obligation de partager son spectre avec l'hôte de l'infrastructure dans la zone concernée.

↓ 2009/140/CE Art. 2.3(b)
(adapté)
⇒ nouveau

42. Les obligations et conditions imposées en vertu ~~des~~ des paragraphes 1, ⇒ 2 et 3 ⇐ sont objectives, transparentes, proportionnées et non discriminatoires ~~et~~; elles sont mises en œuvre conformément aux procédures prévues aux articles ~~6, 7 et 7 bis~~ 23, 32 et 33 ~~de la directive 2002/21/CE (directive «cadre»)~~. ⇒ Les autorités de régulation nationales évaluent les résultats de ces obligations et conditions dans les cinq ans qui suivent l'adoption de la mesure précédente adoptée en ce qui concerne les mêmes opérateurs, et l'opportunité de les supprimer ou de les modifier en fonction de l'évolution des circonstances. Les autorités de régulation nationales notifient le résultat de leur évaluation conformément aux mêmes procédures ⇐.

↓ 2009/140/CE Art. 2.3(d)
(adapté)

53. En ce qui concerne l'accès et l'interconnexion visés au paragraphe 1, les États membres veillent à ce que l'autorité ~~réglementaire~~ ☒ de régulation ☒ nationale puisse intervenir de sa propre initiative, lorsque cela se justifie, afin de garantir le respect des objectifs fondamentaux prévus à l'article 3 ~~8 de la directive 2002/21/CE (directive «cadre»)~~, conformément aux dispositions de la présente directive et aux procédures visées aux articles ~~236, 327, 2620 et 2127 de la directive 2002/21/CE (directive «cadre»)~~.

⇓ nouveau

6. Au plus tard le [date d'entrée en vigueur plus 18 mois], afin de contribuer à une définition cohérente du lieu où se trouve le point de terminaison du réseau par les autorités de régulation nationales, l'ORECE adopte, après consultation des parties prenantes et en étroite coopération avec la Commission, des lignes directrices sur des approches communes pour l'identification du point de terminaison du réseau dans différentes topologies de réseau. Les autorités de régulation nationales tiennent le plus grand compte de ces lignes directrices lorsqu'elles définissent les lieux où se trouvent les points de terminaison du réseau.

↓ 2002/19/CE (adapté)

Article ~~60~~

Systèmes d'accès conditionnel et autres ressources

1. Les États membres veillent à ce que les conditions énumérées à l'annexe II, première partie, s'appliquent à l'accès conditionnel des téléspectateurs et des auditeurs de ~~la Communauté~~ ☒ l'Union ☒ aux services de télévision et de radio numériques, indépendamment des moyens de transmission.